

S.T. Dupont

Société anonyme au capital de 9.961.891 Euros
Siège social : 92, boulevard du Montparnasse, 75014 Paris
RCS Paris 572 230 829

**ACTUALISATION DU DOCUMENT DE REFERENCE
DEPOSE AUPRES DE LA COMMISSION DES
OPERATIONS DE BOURSE LE 7 JUILLET 2003
SOUS LE NUMERO N°D.03-1006**

SOMMAIRE

I	RAPPORT D'ACTIVITE ET COMPTES DU GROUPE DU 1^{er} SEMESTRE	3 à 24
	RAPPORT D'ACTIVITE DU GROUPE DU 1 ^{er} SEMESTRE	3 à 8
	COMPTES CONSOLIDES SEMESTRIELS DU GROUPE	9 à 23
	RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'EXAMEN LIMITE DES COMPTES SEMESTRIELS CONSOLIDES	24
II	MISE A JOUR DU DOCUMENT DE REFERENCE ET INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES	25 à 36
	GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE	25 à 27
	RENSEIGNEMENTS DE CARACTERE GENERAL	27 à 28
	INFORMATIONS ENVIRONNEMENTALES	28
	FACTEURS DE RISQUE	28 à 31
	ATTESTATION DU RESPONSABLE DE LA MISE A JOUR DU DOCUMENT DE REFERENCE	32
	RESPONSABLES DU CONTRÔLE DES COMPTES	33
	AVIS DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LE DOCUMENT DE RÉFÉRENCE ET SON ACTUALISATION	34
	TABLEAU DE CONCORDANCE	35 à 36

**I. RAPPORT D'ACTIVITE ET COMPTES DU GROUPE DU PREMIER SEMESTRE
(1^{ER} AVRIL AU 30 SEPTEMBRE 2003)**

La société a publié le chiffre d'affaires du premier trimestre le 8 août (recul du chiffre d'affaires de 21,7 % aux taux historiques de part l'effet du SRAS en Asie et des fluctuations des devises – 14,8 % à effet de change constant) et celui du deuxième trimestre le 13 novembre. Les résultats semestriels ont été publiés au marché le 25 Novembre 2003. Le rapport d'activité ci-dessous reprend les informations antérieurement diffusées.

RAPPORT D'ACTIVITE DU GROUPE

1 ACTIVITE ET RESULTATS CONSOLIDES DU PREMIER SEMESTRE 2003-2004

<i>Millions d'Euros</i>	Chiffres consolidés 09/2003	Chiffres consolidés 09/2002	Chiffres consolidés 03/2003
Chiffre d'affaires net.....	39,2	40,8	86,6
Marge Brute	18,8	21,0	41,8
	48,0%	51,5%	48,3%
Résultat d'exploitation.....	(1,5)	0,8	(1,0)
Résultat net avant survaleurs	(2,6)	0,4	(5,0)
Résultat net – part du Groupe	(2,8)	0,3	(5,3)
Résultat net par action (en euros).....	(0,45)	0,04	(0,86)

2 FAITS MARQUANTS

■ L'ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE ET CONJONCTUREL DIFFICILE

L'épidémie de SRAS qui a touché la zone asiatique au cours du premier trimestre principalement, a eu un impact négatif sur la consommation sur cette zone et a lourdement pénalisé les ventes du premier trimestre de l'exercice.

L'environnement économique difficile en Europe, la guerre en Irak, l'absence de reprise du « travel retail » ont également pesé sur l'ensemble des zones au cours du premier semestre.

■ LES EFFETS DE CHANGE PÈSENT SUR LA CROISSANCE DE L'ACTIVITÉ

Le renforcement de l'euro contre dollar a pesé négativement sur l'évolution de l'activité (-3,5 points de croissance). Compte tenu d'une structure de coûts libellée essentiellement en euros, l'effet de change a touché directement la marge brute à hauteur de 2,7 millions d'euros.

Hors effet de change, le Groupe aurait affiché un chiffre d'affaires en croissance de 3,0 % pour atteindre un taux de marge de 51,4 % contre 51,5 % au premier semestre de l'exercice précédent.

■ UN RENFORCEMENT DES EQUIPES EN INTEGRANT DES COMPÉTENCES ISSUES DES PLUS GRANDES MAISONS DE LUXE

L'apport de compétences hautement spécialisées dans le secteur du Luxe constituait la clé d'une accélération des axes stratégiques du Groupe.

Ainsi, Monsieur Benjamin Comar a rejoint S.T.Dupont en qualité de Directeur Général adjoint en charge du marketing, commercial et communication et assume, à ce titre, la responsabilité du redéploiement de la marque et de l'accélération du développement commercial.

Monsieur Tom Chu a pris la Direction de la filiale au Japon, pays stratégique de développement pour le Groupe, Monsieur Jason Basmajian a pris la Direction artistique du Prêt-à-porter pour relancer cette activité vecteur d'image pour S.T.Dupont.

La division maroquinerie s'est structurée dans la perspective d'une forte expansion de cette activité pour le futur.

■ PLAN DE DÉPLOIEMENT DE LA MARQUE S.T.DUPONT

L'étude réalisée au cours de l'exercice précédent relative au positionnement de la marque dans l'univers du Luxe masculin, a confirmé les choix stratégiques d'orientation définis par la Direction depuis plusieurs années et a démontré la nécessité d'accélérer le processus de déploiement de la marque et son développement commercial.

Le Groupe travaille activement sur ce plan dans la perspective de remodeler et consolider une identité de marque cohérente et affirmée dans l'univers du luxe masculin et qui se concrétisera par:

- un logo épuré et modernisé,
- un nouvel icone, signe de reconnaissance de la marque,
- des codes couleurs redéfinis,
- un nouveau packaging inspiré d'un produit culte de la marque,
- un nouveau concept de boutiques qui verra le jour dans le cadre de la rénovation de la boutique Avenue Montaigne et sera étendu progressivement à l'ensemble du réseau de distribution,
- une nouvelle campagne de publicité qui consolidera l'esprit d'une marque de luxe pour homme d'exception, dynamique et résolument moderne.

Parallèlement, les efforts de recherche et développement réalisés actuellement aboutiront à une offre renouvelée qui s'appuie sur les savoir-faire uniques et les valeurs de la marque.

■ ACCÉLÉRATION DE LA POLITIQUE DE DISTRIBUTION CONTRÔLÉE

Les efforts de développement de la distribution sélective à travers le monde ont été réaffirmés comme une priorité stratégique, vecteur du développement commercial global du Groupe et véhiculant l'identité de marque nouvellement définie. A fin septembre 2003, le Groupe possède 14 boutiques en propre, 48 boutiques sous contrat et 216 shop-in-shops, soit une augmentation totale de 36 points de vente contrôlés depuis le 31 mars 2003.

■ ACCORD AVEC ITOCHU CORP. ET RELANCE DU PRÊT-A-PORTER

A compter du printemps 2004, le Groupe ITOCHU Corp. sera le nouveau licencié exclusif de S.T.Dupont au Japon pour le développement de l'activité prêt-à-porter pour hommes de S.T.Dupont.

ITOCHU Corp (CA consolidé de 87 Md\$) distribuera la totalité des produits sous licence sur le marché japonais sous la marque « S.T.Dupont Classics ».

Cet accord, annoncé fin septembre 2003, comporte des objectifs précis sur une période de trois ans:

- la réalisation pour la première année d'un chiffre d'affaires prix de détail de 3,5 milliards de yen qui devrait atteindre 6 milliards de yen pour la fin de la troisième année ;
- le développement d'un réseau de distribution contrôlé prévoyant 15 shops-in-shops à fin mars 2005 et 25 vers la fin de la troisième année.

Cet accord majeur, qui remplace la licence précédente, démontre la volonté stratégique de développement de la marque, pour laquelle le prêt-à-porter et la maroquinerie sont des axes prioritaires. Il met en évidence l'objectif du Groupe de se concentrer sur le marché japonais, vecteur de croissance, au même titre que le marché américain.

3 EVOLUTION DE L'ACTIVITE

■ CHIFFRE D'AFFAIRES DU 2ÈME TRIMESTRE 2003

Le chiffre d'affaires du 2ème trimestre croît de 10,7 % à taux de change courant. Hors impact des effets de change, **l'augmentation de l'activité ressort en hausse de 17,5 %** dont + 16,1% pour le chiffre d'affaires « Produits » et + 46,8 % pour le revenu des licences.

Cette forte progression permet de rattraper en partie le faible niveau d'activité du 1^{er} trimestre qui avait supporté les conséquences des effets SRAS et les retombées de la guerre en Iraq. L'environnement économique du second trimestre a été plus favorable à l'industrie du luxe avec le recul de l'effet du SRAS sur la consommation en Asie et une timide reprise des ventes générées par le tourisme international.

■ CHIFFRE D'AFFAIRES NET PAR ZONE GÉOGRAPHIQUE

Le chiffre d'affaires « Produits » hors effets de change du 1^{er} semestre (1^{er} avril/30 septembre 2003) est en augmentation de 2,3 %. Après comptabilisation des revenus de licences (+ 13,9 % hors effet de change), **le chiffre d'affaires total ressort en progression de 3 %**.

L'activité totale, à taux de change courant, est en recul de 3,8 %, le chiffre d'affaires « Produits » affichant une baisse de 4,1 % auquel s'ajoutent les revenus des licences en hausse de 2 %.

Millions d'Euros	T2 03/04	T2 02/03	Variation À taux de change courant (%)	Variation À taux de change constant (%)	S1 03/04	S1 02/03	Variation À taux de change courant (%)	Variation À taux de change constant (%)
Europe (y compris France).....	10,4	10,1	+ 3,2	+ 3,5	16,7	17,1	- 2,5	- 2,1
Asie (y compris Japon).....	10,2	8,6	+ 18,5	+ 31,8	15,9	17,0	- 6,5	+ 6,0
Amériques.....	1,5	0,9	+ 67,2	+ 89,1	2,0	1,9	+ 7,4	+ 23,0
Autres.....	1,5	1,9	- 21,8	- 21,8	2,2	2,4	- 8,3	- 8,3
Chiffre d'affaires Produits	23,6	21,5	+ 9,7	+16,1	36,8	38,4	- 4,1	+ 2,3
Redevances.....	1,3	1,0	+ 31,8	+46,8	2,4	2,3	+ 2,0	+ 13,9
Chiffre d'affaires TOTAL	24,9	22,5	+ 10,7	+ 17,5	39,2	40,8	- 3,8	+ 3,0

Par zone géographique, l'évolution de l'activité au cours du premier semestre s'analyse ainsi :

En Europe (- 2,1 % hors effet de change) : à taux de change courant, l'activité recule de 2,5 %. La conjoncture économique reste difficile dans la plupart des pays européens et particulièrement tendue en France et en Allemagne. La faiblesse de la consommation en France, notamment au cours du deuxième trimestre, affecte la performance globale de l'Europe.

Au Japon (+ 24,7 % hors effet de change): pays stratégique, le Japon (+ 10,2 % à taux de change courant) maintient, depuis plusieurs semestres consécutifs, un excellent niveau de performance en réalisant encore sur les six premiers mois de l'exercice 2003/2004 une hausse à deux chiffres.

En Asie, Japon non compris (- 1,6 % hors effet de change): le chiffre d'affaires du semestre à taux courant s'établit en retrait de 13,3 %. L'évolution de l'activité à fin septembre reflète la forte baisse de l'activité au premier trimestre (effet SRAS) et la nette reprise constatée au deuxième trimestre au cours duquel la croissance sur la zone ressort à + 23,0 % à taux de change courant, et à + 37,3 % hors effet de change. Le Groupe bénéficie également sur ce trimestre d'un effet de base favorable du fait de la restructuration de la distribution en Asie en 2002.

Aux Amériques (+ 23,0 % hors effet de change): S.T.Dupont enregistre une activité soutenue, avec notamment une augmentation à taux de change courant de 7,4 % et des ventes plus que satisfaisantes des séries limitées qui rencontrent un vrai succès.

Autres : au Moyen-Orient, les ventes du deuxième trimestre ont été affectées par la rationalisation des inventaires aux Emirats Arabes Unis, mais la demande consommateur est restée équivalente à celle de l'année précédente.

■ **CHIFFRE D'AFFAIRES PAR LIGNE DE PRODUITS**

<i>Millions d'Euros</i>	T2 03/04	T2 02/03	Variation À taux de change courant (%)	Variation À taux de change constant (%)	S1 03/04	S1 02/03	Variation À taux de change courant (%)	Variation À taux de change constant (%)
Briquets & Stylos.....	14,1	13,2	+ 7,1	+ 13,1	22,9	24,1	- 4,6	+ 1,5
Maroquinerie, Montres, Prêt-à-Porter & accessoires	9,5	8,3		+ 20,8	13,9	14,4	- 3,4	+ 3,7
Chiffre d'affaires Produits	23,6	21,5	+ 13,9	+ 16,1	36,8	38,4	- 4,1	+ 2,3

Sur le trimestre, toutes les lignes de produits sont en croissance, hors effet de change. Aucun lancement significatif n'a eu lieu à part la ligne cuir "Contraste", le Groupe continuant de préparer activement une offre produits enrichie pour l'exercice 2004/2005.

Briquets & Stylos : le chiffre d'affaires des briquets et des articles d'écriture progresse sur le semestre de + 1,5 % hors effet de change, avec un effet de mix favorable. Les stylos subissent une baisse de volume principalement due à une diminution des ventes des cadeaux d'affaires.

Maroquinerie, Montres, Prêt-à-Porter & Accessoires : les ventes des différentes familles de produits ont augmenté, exception faite de la montre dont les volumes ont baissé en comparaison de ceux qui ont été générés par le lancement d'un nouveau produit début 2002/2003.

4 EVOLUTION DES RESULTATS

■ MARGE BRUTE

La marge brute représente 48 % du chiffre d'affaires au 30 septembre 2003 contre 51,5% au 30 septembre 2002 (48,3 % au 31 mars 2003). Cette diminution sensible résulte principalement des effets de change défavorables pénalisant la marge brute à hauteur de 2,7 millions d'euros, compte tenu de coûts principalement en euros.

■ RÉSULTAT D'EXPLOITATION

Le Groupe a maintenu ses investissements sur la marque au même niveau qu'au premier semestre de l'exercice précédent ; compte tenu de l'évolution à venir de la marque, le Groupe n'a pas souhaité investir sur de nouveaux outils de communication ce qui, couplé à un contrôle rigoureux des coûts non stratégiques, a permis de compenser en partie les coûts de redéploiement de la marque engagés au premier semestre. Ces dépenses de communication représentent 7,0 % du chiffre d'affaires contre 7,4 % au premier semestre de l'année précédente.

Les frais commerciaux comptent les coûts de fonctionnement des cinq shop-in-shop reprises temporairement à l'ancien licencié Prêt-à-porter au Japon.

Les frais administratifs, y compris les coûts de recherche et développement et les frais marketing, augmentent de 4,9%. Ceci est lié au recrutement de nouvelles compétences, à la recherche produits dans la perspective des lancements 2004-2005 et à la comptabilisation de provisions sur le stock de Prêt-à-porter du fait de l'effet du SRAS.

Le résultat d'exploitation ressort en perte de 1,5 million d'euros.

Les frais financiers, hors comptabilisation des profits de change sont en hausse de 0,2 million d'euros afin de prendre en compte la variation de trésorerie liée aux difficultés du premier trimestre.

Les éléments inhabituels comprennent :

- des provisions de restructuration du réseau de distribution,
- des indemnités de départ dans le cadre du renouvellement des équipes.

■ RÉSULTAT NET

Le résultat net ressort en pertes de 2,8 millions d'euros et compte 1,9 million d'euros d'effet de change négatif.

■ CAPACITÉ D'AUTOFINANCEMENT

La capacité d'autofinancement est négative de 0,6 million d'euros alors qu'elle était positive de 1,2 million d'euros au premier semestre de l'exercice précédent. Cet écart s'explique par un résultat plus faible au cours de ce semestre.

■ ENDETTEMENT

Au 30 septembre 2003, la trésorerie nette à court terme montre une position nette positive de 2,2 millions d'euros contre 8,0 millions d'euros au 30 septembre 2002.

L'endettement net financier incluant l'emprunt obligataire convertible en actions, remboursable au 1^{er} avril 2004, représente 27,7 % des fonds propres.

5 PERSPECTIVES

Le Groupe prévoit une légère augmentation du chiffre d'affaires pour l'ensemble de l'exercice 2003/2004 dans le contexte d'une amélioration de l'environnement économique mondial hors Europe. Toutefois, cette amélioration sera insuffisante pour rattraper complètement le CA perdu au 1^{er} trimestre et pour compenser la hausse de l'euro face à toutes les autres monnaies et l'absence de lancement de produits. En outre, malgré ce contexte, S.T.Dupont poursuit les investissements liés à la mise en oeuvre de son plan stratégique qui doit permettre de déployer vigoureusement la marque S.T.Dupont comme une des toutes premières marques mondiales du luxe masculin.

Ces efforts pèseront sur l'exercice en cours mais devraient engendrer une meilleure performance en 2004/2005 et placer le Groupe en position très favorable pour bénéficier de l'amélioration attendue des économies mondiales.

COMPTES DU GROUPE AU 30 SEPTEMBRE 2003

COMPTE DE RESULTAT

<i>(En milliers d'euros)</i>	Notes	30/09/03	31/03/03	30/09/02
Chiffre d'affaires « Produits » net	19 & 20	36 862	82 222	38 447
Redevances	19	2 362	4 347	2 316
Chiffre d'affaires net total	19 & 20	39 224	86 569	40 763
Coûts des ventes		(20 397)	(44 736)	(19 757)
Marge brute		18 827	41 833	21 006
Frais de communication		(2 746)	(6 652)	(3 014)
Frais commerciaux		(7 823)	(16 226)	(7 852)
Frais généraux et administratifs		(9 719)	(19 983)	(9 267)
Résultat des sociétés mises en équivalence		(44)	(10)	(34)
Résultat d'exploitation	19 & 20	(1 505)	(1 038)	839
Résultat financier	21	(502)	(652)	(173)
Éléments inhabituels des activités ordinaires	22	(385)	(2 068)	(44)
Résultat courant		(2 392)	(3 758)	622
Impôts sur les résultats	23	(214)	(1 241)	(174)
Résultat net des entreprises intégrées		(2 606)	(4 999)	446
Amortissement des écarts d'acquisition		(167)	(335)	(167)
Résultat net – part du Groupe		(2 773)	(5 334)	279
Résultat net par action (en euros)	24	-0,45	-0,86	0,04
Résultat dilué par action (en euros)	24	-0,34	-0,64	0,08

BILAN

ACTIF <i>(En milliers d'euros)</i>	Notes	30/09/03	31/03/03	30/09/02
Actif immobilisé				
Ecarts d'acquisition	3	3 332	3 499	3 667
Immobilisations incorporelles (nettes)	4	5 528	5 546	5 345
Immobilisations corporelles (nettes)	5	10 248	10 534	10 250
Immobilisations financières (nettes)	6	732	755	862
Titres mis en équivalence	7	768	812	788
Impôts différés		1 236	1 310	1 712
Total de l'actif immobilisé		21 844	22 456	22 624
Actif circulant				
Stocks et en-cours (nets)	8	25 286	25 214	28 024
Créances clients et comptes rattachés (nets)	9	20 034	17 413	20 486
Autres créances et comptes de régularisation	10	4 978	6 674	6 585
Disponibilités et valeurs mobilières de placement	11	13 173	12 785	11 195
Total de l'actif circulant		63 471	62 086	66 290
Total de l'actif		85 315	84 542	88 914

PASSIF <i>(En milliers d'euros)</i>	Notes	30/09/03	31/03/03	30/09/02
Capitaux propres - part du Groupe				
Capital	12	9 962	9 962	9 962
Primes d'émission, de fusion et d'apport		1 019	1 019	1 019
Réserves		27 911	33 245	33 245
Réserves de conversion		295	959	1 973
Résultat net - part du Groupe		(2 773)	(5 334)	279
Total capitaux propres - part du groupe		36 415	39 851	46 478
Provisions pour risques et charges	13	9 975	10 075	8 706
Dettes à plus d'un an				
Emprunts obligataires convertibles	14	0	11 991	11 991
Emprunts et dettes financières	15	48	48	48
Impôts différés		155	195	176
Total des dettes à plus d'un an		203	12 234	12 215
Dettes à moins d'un an				
Emprunts obligataires convertibles	14	12 253	524	262
Emprunts et dettes financières	15	10 968	3 786	3 178
Fournisseurs et comptes rattachés	16	6 493	7 785	7 729
Autres dettes et comptes de régularisation	17	9 008	10 287	10 346
Total des dettes à moins d'un an		38 722	22 382	21 515
Total du passif		85 315	84 542	88 914

TABLEAUX DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES - PART DU GROUPE

<i>(En milliers d'euros)</i>	Nombre d'actions	Capital	Primes	Réserves consolidées	Réserve de conversion	Capitaux propres consolidés
Au 31 mars 2002	6 226 182	9 962	1 019	34 175	3 469	48 625
Conversion d'obligations	0	0	0	0	0	0
Résultat de l'exercice	0	0	0	(5 334)	0	(5 334)
Réserve de conversion	0	0	0	0	(2 508)	(2 508)
Distribution dividendes	0	0	0	(932)	0	(932)
Autres mouvements	0	0	0	0	0	0
Au 31 mars 2003	6 226 182	9 962	1 019	27 909	961	39 851
Conversion d'obligations	0	0	0	0	0	0
Résultat de l'exercice	0	0	0	(2 773)	0	(2 773)
Réserve de conversion	0	0	0	0	(666)	(666)
Distribution dividendes	0	0	0	0	0	0
Autres mouvements	0	0	0	3	0	3
Au 30 septembre 2003	6 226 182	9 962	1 019	25 139	295	36 415

TABLEAUX DES FLUX DE TRESORERIE

(En milliers d'euros)	Notes	30/09/03	31/03/03	30/09/02
I – Opérations d'exploitation				
Résultat net		(2 773)	(5 334)	279
Dotations aux amortissements		1 923	3 883	1 778
Amortissements des écarts d'acquisition		167	335	167
Variation des provisions		(48)	1 534	(925)
Plus ou moins-values de cessions		13	66	19
Impôts différés		32	272	(106)
Quote-part dans le résultat des sociétés mises en équivalence, net des dividendes versés		44	10	34
Capacité d'autofinancement		(642)	766	1 246
Variation des stocks et en-cours		(291)	(1 533)	(3 494)
Variation des clients et comptes rattachés		(2 797)	2 112	(302)
Variation des autres créances		1 685	(839)	(194)
Variation des dettes fournisseurs et comptes rattachés		(1 943)	1 182	1 047
Variation des autres dettes		(531)	485	(508)
Variation du besoin en fonds de roulement d'exploitation		(3 877)	1 407	(3 451)
Variation de la trésorerie issue des opérations d'exploitation		(4 519)	2 173	(2 205)
II – Opérations d'investissement				
Acquisitions d'immobilisations incorporelles		(399)	(759)	(157)
Acquisition d'immobilisations corporelles		(1 302)	(3 641)	(1 580)
Acquisition d'autres immobilisations financières		0	0	(6)
Acquisition de filiales nette de la trésorerie acquise		0	0	0
Besoin de trésorerie (investissements)		(1 701)	(4 400)	(1 743)
Cessions d'immobilisations incorporelles		0	0	0
Cessions d'immobilisations corporelles		46	24	10
Cessions d'autres immobilisations financières		0	0	0
Cessions de filiales, nette de la trésorerie cédée		0	0	0
Désinvestissements		46	24	10
Variation de la trésorerie issue des opérations d'investissement		(1 655)	(4 376)	(1 733)
III – Opérations de financement				
Emissions d'emprunts et dettes financières		0	0	0
Remboursement d'emprunts et dettes financières		(262)	0	(262)
Dividendes versés		0	(932)	0
Variation de la trésorerie issue des opérations de financement		(262)	(932)	(262)
Effets de la variation des cours de change sur la trésorerie		(357)	(555)	(472)
Variation nette de la trésorerie		(6 793)	(3 690)	(4 672)
Trésorerie à l'ouverture de l'exercice		8 999	12 689	12 689
Trésorerie à la clôture de l'exercice		2 206	8 999	8 017

Pour la présentation des tableaux de flux, la trésorerie à la clôture comprend les éléments suivants :

	Notes	30/09/03	31/03/03	30/09/02
Disponibilités et valeurs mobilières de placement		13 173	12 785	11 195
Découverts bancaires		(10 967)	(3 786)	(3 178)
Total trésorerie nette		2 206	8 999	8 017

La nouvelle présentation capacité d'autofinancement n'intègre plus les provisions pour dépréciation des stocks et créances clients qui sont désormais intégrées dans la variation des créances clients nettes et stocks et en-cours nets. Ainsi la capacité d'autofinancement ressort à (642) milliers d'euros ; en appliquant cette méthode, la capacité d'autofinancement au 30 septembre de l'exercice précédent aurait été de 1 374 milliers d'euros.

NOTES

Les montants figurant dans les notes ci-après sont exprimés en milliers d'euros.

Le Groupe S.T.Dupont fabrique ou fait fabriquer des articles de Luxe, et distribue ses produits dans le monde entier. La maison-mère du Groupe est D&D International, Holding du Trust privé Broad Gain Investments, dont les bénéficiaires sont, entre autres, Monsieur Dickson Poon et des membres de sa famille.

La société S.T.Dupont est cotée à la bourse de Paris au second marché d'Euronext Paris S.A.

1. PRINCIPES COMPTABLES

1.1 GÉNÉRAL

Les comptes consolidés du Groupe S.T.Dupont sont établis conformément aux dispositions du règlement CRC n° 99-02 du Comité de Réglementation Comptable relatif aux comptes consolidés des sociétés commerciales et entreprises publiques, et du règlement CRC n° 00-06 relatif au passif, homologués par arrêté du 22 juin 1999.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les états financiers des sociétés consolidées, établis selon les règles en vigueur dans leurs pays respectifs, sont retraités pour se conformer aux principes du Groupe.

Les comptes consolidés des semestres clos au 30 septembre 2002 et 2003 du Groupe S.T.Dupont sont établis conformément à la réglementation française applicable aux arrêtés intermédiaires. Ils sont préparés selon les mêmes principes et méthodes comptables que ceux retenus pour l'établissement des comptes annuels tels qu'ils sont exposés précédemment. La comparabilité des comptes intermédiaires et annuels peut être affectée par le caractère saisonnier de l'activité du Groupe qui, dans un contexte d'activité normal, réalise au cours du second semestre un volume d'affaires supérieur à celui du premier semestre.

1.2 DATE D'ARRÊTÉ DES COMPTES

La date d'arrêté des comptes de S.T.Dupont S.A. est le 31 mars de chaque année. La date d'arrêté des comptes des filiales est également le 31 mars. Les comptes consolidés au 30 septembre 2003 sont établis à partir des comptes semestriels arrêtés à cette date.

1.3 MÉTHODES DE CONSOLIDATION ET MODALITES DE CALCUL ADOPTÉES DANS LES COMPTES INTERMÉDIAIRES

Les méthodes comptables et les modalités de calcul adoptées dans les comptes intermédiaires sont identiques à celles utilisées dans les comptes consolidés du dernier exercice clos le 31 mars 2003.

1.4 AMÉNAGEMENTS RETENUS POUR L'ÉTABLISSEMENT DES COMPTES INTERMÉDIAIRES

Les comptes consolidés intermédiaires sont réalisés suivant les mêmes critères techniques que ceux retenus lors de l'établissement des comptes annuels. Aucun aménagement particulier n'a été retenu pour l'établissement des comptes intermédiaires.

1.5 ÉLÉMENTS EXCEPTIONNELS AFFECTANT LES COMPTES DE MANIÈRE SIGNIFICATIVE

Néant.

1.6 MODIFICATIONS AFFECTANT LES ESTIMATIONS

Néant.

1.7 COMPTABILISATION DES IMPÔTS DIFFÉRÉS

Les actifs et passifs d'impôt différé sont évalués pour chaque filiale présentant des résultats fiscaux bénéficiaires sur la base des différences temporaires et en utilisant le taux d'impôt et les règles fiscales en vigueur à la clôture de chaque exercice (Méthode du report variable).

Des impôts différés actifs liés aux déficits fiscaux reportables ou à des amortissements réputés

différés (ARD) peuvent être constatés dans le cas où il est probable que l'entreprise pourra les récupérer, à savoir si la société présente des résultats fiscaux bénéficiaires au cours des deux derniers exercices et par référence à une estimation de résultats fiscaux futurs bénéficiaires.

Les résultats affichés ne permettent pas au Groupe de constater les déficits fiscaux existants en impôts différés actifs.

1.8 CONVERSION DES ETATS FINANCIERS

La conversion des états financiers des sociétés établie en devises étrangères est effectuée d'après les principes suivants :

- Au cours de clôture pour les comptes de bilan ;
- Au cours moyen de la période pour les comptes de résultat.

Le cours moyen est la moyenne des cours de clôture mensuels, pondérée par les chiffres d'affaires mensuels. L'écart de conversion, résultant d'une part de l'impact de la variation du taux de change entre l'ouverture et la clôture et, d'autre part, de l'utilisation de taux différents pour le compte de résultat et le bilan, est inclus dans les capitaux propres consolidés dans le poste " Réserve de conversion ".

Les taux de conversion des devises en euros sont les suivants

	Taux moyen 30/09/03	Taux de clôture 30/09/03	Taux moyen 31/03/03	Taux de clôture 31/03/03	Taux moyen 30/09/02	Taux de clôture 30/09/02
1 franc suisse	0,6575555	0,65025070	0,681375	0,677565	0,682305	0,682732
1 yen	0,0074849	0,00773482	0,008186	0,007730	0,008468	0,008309
1 livre sterling	1,4284015	1,43732591	1,553925	1,458800	1,577294	1,590910
1 dollar US	0,8636212	0,86362117	0,927238	0,927238	1,018809	1,018809
1 dollar US (*)	0,8944160	0,86362117	1,133959	0,927238	1,051940	1,018809
1 dollar de Hong Kong	0,1130282	0,11142061	0,126486	0,118892	0,132505	0,130617
1 nouveau dollar de Taiwan	0,0254662	0,02538162	0,028483	0,026477	0,029951	0,029023
1 dollar de Singapour	0,5041804	0,49905292	0,563858	0,524313	0,585116	0,573015
1 ringgit de Malaisie	0,2317474	0,22729805	0,262512	0,243966	0,272796	0,268156
1 RMB de Chine	0,1066093	0,10430084	0,117790	0,112044	0,123145	0,123145

(*) Taux moyen calculé sur le chiffre d'affaires US dollars réalisé à l'export.

2 VARIATION DE PERIMETRE DE CONSOLIDATION

Le périmètre de consolidation du Groupe S.T.Dupont n'a pas évolué depuis le 31 mars 2003.

3 ECARTS D'ACQUISITION

	30/09/03	31/03/03	30/09/02
S.T.Dupont Marketing Ltd (Hong Kong)	10 336	10 336	10 336
S.T. D. Investment Pte Ltd (Singapour-succursale à Taiwan)	863	863	863
S.T.Dupont Distribution Pte Ltd	212	212	212
S.T.Dupont (Malaysia) Sdn Bhd	170	170	170
Total valeur brute	11 581	11 581	11 581
S.T.Dupont Marketing Ltd (Hong Kong)	(7 106)	(6 977)	(6 848)
S.T. D. Investment Pte Ltd (Singapour-succursale à Taiwan)	(863)	(863)	(863)
S.T.Dupont Distribution Pte Ltd	(155)	(134)	(113)
S.T.Dupont (Malaysia) Sdn Bhd	(125)	(108)	(91)
Total amortissements et provisions	(8 249)	(8 082)	(7 914)
TOTAL VALEUR NETTE	3 332	3 499	3 667

En 1998, les écarts d'acquisition de S.T.Dupont Marketing Ltd et de S.T. D. Investment Pte Ltd avaient fait l'objet d'un amortissement inhabituel à hauteur de 5 450 milliers d'euros (respectivement de 4 651 milliers d'euros et 799 milliers d'euros) sur la base des coefficients multiplicateurs fixés à l'origine et appliqués aux nouvelles données prévisionnelles de l'activité. Comme lors de la période précédente, cette même méthode n'a pas donné lieu à la constatation d'une provision supplémentaire au 30 septembre 2003.

4 IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

	30/09/03	31/03/03	30/09/02
Brevets, marques, savoir-faire	915	922	919
Droits au bail	3 826	3 827	3 826
Autres immobilisations incorporelles	5 346	4 975	4 398
Total valeur brute	10 087	9 724	9 143
Brevets, marques, savoir-faire	(842)	(848)	(822)
Droits au bail	0	0	0
Autres immobilisations incorporelles	(3 717)	(3 330)	(2 976)
Total amortissements et provisions	(4 559)	(4 178)	(3 798)
Brevets, marques, savoir-faire	73	74	97
Droits au bail	3 826	3 827	3 826
Autres immobilisations incorporelles	1 628	1 645	1 422
TOTAL VALEUR NETTE	5 528	5 546	5 345

Les " Brevets, marques, savoir-faire " correspondent essentiellement à des marques achetées soit dans un objectif de protection juridique, soit pour une exploitation ultérieure.

Les " Droits au bail " correspondent aux droits au bail de boutiques S.T.Dupont en Europe.

Les " Autres immobilisations incorporelles " correspondent essentiellement à des logiciels et des frais d'établissement.

L'augmentation de la valeur brute constatée depuis le 31 mars 2003 correspond principalement aux acquisitions de logiciels.

5 IMMOBILISATIONS CORPORELLES

	30/09/03	31/03/03	30/09/02
Terrains	162	162	162
Constructions	4 145	4 142	4 067
Agencements	10 325	10 056	9 461
Installations techniques, matériel et outillages industriels	21 828	21 251	20 670
Autres immobilisations	7 289	7 186	6 854
Total valeur brute	43 749	42 797	41 214
Constructions	(2 541)	(2 485)	(2 374)
Agencements	(7 156)	(6 836)	(6 382)
Installations techniques, matériel et outillages industriels	(17 978)	(17 429)	(16 786)
Autres immobilisations	(5 826)	(5 513)	(5 422)
Total amortissements et provisions	(33 501)	(32 263)	(30 964)
Terrains	162	162	162
Constructions	1 604	1 657	1 693
Agencements	3 169	3 220	3 079
Installations techniques, matériel et outillages industriels	3 850	3 822	3 884
Autres immobilisations	1 463	1 673	1 432
TOTAL VALEUR NETTE	10 248	10 534	10 250

Les immobilisations corporelles correspondent essentiellement aux immobilisations de la société mère et de son centre industriel.

Les " Autres immobilisations " comprennent essentiellement du mobilier de bureau et des stands.

Les principales acquisitions du semestre correspondent aux acquisitions d'équipement industriel et aménagements dans le cadre des ouvertures de boutiques et shop in shop.

6 IMMOBILISATIONS FINANCIERES

Les immobilisations financières représentent quasi exclusivement des dépôts de garantie.

7 TITRES MIS EN EQUIVALENCE

	30/09/03	31/03/03	30/09/02
Orfarlabo	761	805	781
S.T.Dupont Export Ltd	7	7	7
Valeur d'équivalence	768	812	788

8 STOCKS ET EN-COURS

	30/09/03	31/03/03	30/09/02
Matières premières	4 337	4 471	4 432
Produits en-cours/semi-ouvrés	8 167	8 251	8 497
Marchandises et produits finis	17 108	16 712	18 277
Pièces détachées et consommables	1 545	1 445	2 366
Total valeur brute	31 157	30 879	33 572
Matières premières	(1 516)	(1 578)	(1 483)
Produits en-cours/semi-ouvrés	(1 559)	(2 546)	(1 501)
Marchandises et produits finis	(2 520)	(1 369)	(2 349)
Pièces détachées et consommables	(276)	(172)	(215)
Total amortissements et provisions	(5 871)	(5 665)	(5 548)
TOTAL VALEUR NETTE	25 286	25 214	28 024

Au 30 septembre 2003, les provisions représentent 55,1% de la valeur brute des stocks totaux faisant l'objet d'une provision, contre 50,0% au 31 mars 2003.

Ces provisions comprennent les provisions sur le stock Prêt-à-porter en hausse du fait de l'effet du SRAS et du lancement des collections à venir signées par Monsieur Jason Basmajian.

9 CREANCES CLIENTS ET COMPTES RATTACHES

	30/09/03	31/03/03	30/09/02
Clients	17 406	15 180	18 638
Effets à recevoir	3 082	3 388	2 854
Créances avec des sociétés liées :			
• Harvey Nichols	20	8	5
• D. Marketing Japan	3	27	16
• Dickson Concepts Ltd	0	52	0
• Seibu	152	121	17
• Bondwood Investment	739	22	0
• Shanghai Jin Jiang Dickson Center Co	0	32	0
• Dickson Watch & Jewellery	4	0	12
• Autres	11	4	23
Total valeur brute	21 420	18 834	21 565
Provision pour dépréciation des comptes clients	(1 386)	(1 421)	(1 079)
TOTAL VALEUR NETTE	20 034	17 413	20 486

Les créances nettes à plus d'un an s'élèvent à 0,3 million d'euros.

10 AUTRES CREANCES ET COMPTES DE REGULARISATION

	30/09/03	31/03/03	30/09/02
Créances d'impôts sur les sociétés	1 473	2 073	2 148
Autres créances	2 621	2 924	2 874
Charges constatées d'avance	548	1 202	886
Prime de remboursement	33	57	82
Charges à répartir	303	418	595
TOTAL	4 978	6 674	6 585

Les créances d'impôt sur les sociétés correspondent aux excédents d'acomptes sur l'impôt exigible et à un « carry back » constaté au 31 mars 1999 dans les comptes de la société S.T.Dupont SA pour un montant de 865 milliers d'euros utilisable au plus tard le 31 mars 2004.

Par ailleurs, dans le cadre de la procédure d'arbitrage auprès de la Cour Européenne de Justice portant sur le risque fiscal allemand, afin de pouvoir bénéficier du principe de non double imposition, le groupe a comptabilisé un montant à recevoir de 444 milliers d'euros en créances d'impôts sur les sociétés depuis le 31 mars 2002.

Au 30 septembre 2003, les autres créances intègrent notamment la TVA à récupérer pour un montant de 645 milliers d'euros et les redevances à recevoir pour un montant de 792 milliers d'euros.

Le montant des autres créances à plus d'un an s'élève 471 milliers d'euros.

Les charges à répartir correspondent essentiellement à des moules de fabrication, des stands promotionnels propriété de S.T.Dupont SA, expédiés à l'étranger et des études de productivité. Au 30 septembre 2003, la part à plus d'un an représente 184 milliers d'euros.

11 DISPONIBILITES ET VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT

	30/09/03	31/03/03	30/09/02
Valeurs mobilières de placement	741	92	2 243
Dépôts à terme	6 868	8 456	4 806
Comptes courants bancaires	5 588	4 291	3 972
Total valeur brute	13 197	12 839	11 221
Provision pour dépréciation des valeurs mobilières	(24)	(54)	(26)
TOTAL VALEUR NETTE	13 173	12 785	11 195

Les valeurs mobilières de placement correspondent essentiellement à des SICAV et aux actions S.T.Dupont auto détenues. La provision correspond à l'ajustement de la valeur des titres auto détenus. Au 30 septembre 2003, la valeur nominale boursière retenue pour les 12 272 titres S.T.Dupont est de 5,55 euros.

12 CAPITAUX PROPRES

Au 30 septembre 2003, le capital social de S.T.Dupont S.A. s'élève désormais à 9 961 891,2 euros et se décompose en 6 226 182 actions ordinaires d'une valeur nominale de 1,6 euros chacune. Durant le premier semestre de l'exercice 2002-2003, aucune obligation n'a été convertie en actions.

Les actions sont entièrement libérées.

13 PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

	Provision pour garantie	Provision pour autres risques	Provision pour charges	Provision pour retraites	Total provisions
Au 31 mars 2002	1 680	2 345	567	4 998	9 591
Dotations	383	653	1 588	525	3 148
Reprises utilisées	(464)	(664)	(175)	(342)	(1 645)
Reprises non utilisées	0	(799)	(5)	0	(804)
Autres	0	0	0	12	12
Ecart de conversion	0	(115)	0	(112)	(227)
Au 31 mars 2003	1 599	1 420	1 975	5 081	10 075
Dotations	34	325	0	278	637
Reprises utilisées	0	(63)	(132)	(404)	(599)
Reprises non utilisées	0	(8)	(77)	0	(85)
Autres	0	0	0	0	0
Ecart de conversion	0	(39)	(9)	(5)	(53)
Au 30 septembre 2003	1 633	1 635	1 757	4 950	9 975

Provisions pour garantie :

Statistiquement, la provision pour garantie peut être reversée dans un horizon de cinq ans.

Provisions pour charges :

Les provisions pour charges correspondent principalement au solde du plan social en France (387 milliers d'euros) et à une provision pour une partie de la population du site industriel dans le cadre d'accords de la métallurgie (CATS/CASA) (1 219 milliers d'euros) conclus avec les syndicats, provisionnée au 31 mars 2003, et dont les dépenses vont s'étaler sur les deux ans à venir. Les dépenses enregistrées dans le cadre de ce dispositif représentent 32 milliers d'euros au 30 septembre 2003, intégralement couvertes par les reprises de

provisions. Le solde correspond à la provision pour réorganisation du réseau de distribution en Suisse (151 milliers d'euros).

Provisions pour autres risques :

Les provisions pour autres risques comprennent principalement :

- des provisions liées au personnel pour 204 milliers d'euros,
- des provisions pour mise à niveau du réseau de distribution pour 230 milliers d'euros
- d'autres risques divers dont le litige allemand décrit ci-dessous pour un total de 1 201 milliers d'euros.

Le litige opposant le Groupe S.T.Dupont avec les autorités fiscales allemandes porte sur la contestation par l'administration fiscale des prix de transfert au titre des années 1988 à 1998 entre la maison mère et la filiale allemande. Le Groupe, engagé dans un premier temps dans une procédure auprès du tribunal allemand, a mis à jour progressivement la provision correspondant au risque relatif aux années contrôlées et notifiées, ainsi que le risque de redressement sur les années non encore contrôlées dans le cas d'exercices fiscaux bénéficiaires. Par ailleurs, un montant à recevoir est comptabilisé pour prendre en compte le principe de la non double imposition en Europe qui se traduira au terme du litige par un remboursement par l'une des deux administrations fiscales, française ou allemande, suivant les termes des négociations engagées dans le cadre d'une procédure d'arbitrage.

En janvier 2002, la direction du Groupe a engagé une procédure d'arbitrage auprès de la Cour de Justice des Communautés européennes et a en conséquence dû se désister de la procédure engagée auprès du tribunal allemand ; ainsi, au cours de l'exercice 2002-2003, la filiale allemande a été amenée à verser aux autorités fiscales allemandes le montant des redressements au titre des exercices 1988 à 1998, soit un montant de 910 milliers d'euros.

La provision résiduelle relative au litige avec l'administration fiscale s'élève à 156 milliers d'euros ; elle correspond au risque résiduel de redressement par l'administration fiscale allemande pour les années non encore contrôlées.

Par ailleurs, un montant à récupérer auprès de l'administration française dans le cadre du principe de non double imposition est comptabilisé en créances d'impôts sur les sociétés pour un montant de 444 milliers d'euros.

En date du 30 septembre 2003, les discussions entre les autorités fiscales françaises et allemandes sont en cours afin de trouver une issue à ce litige.

L'échéance prévue des provisions pour autres risques est comprise dans une fourchette de 1 à 3 ans, à l'exception de la provision pour risque fiscal allemand pour laquelle l'échéance de paiement dépendra de l'avancement de la procédure en cours.

14 EMPRUNT OBLIGATAIRE

Au cours du semestre, aucune obligation n'a été convertie.

L'amortissement de la prime de remboursement au 30 septembre 2003 s'établit à 24 milliers d'euros.

La juste valeur de l'emprunt (hors intérêts courus et prime de remboursement) coté sur la place de Paris au 30 septembre 2003 pour 1 164 204 obligations s'élève à 12 247 milliers d'euros (cours de 10,52 euros au 29 septembre 2003).

L'emprunt obligataire est remboursable au 1^{er} avril 2004.

15 EMPRUNTS ET DETTES FINANCIERES

	30/09/03	31/03/03	30/09/02
A plus d'un an			
Emprunt en lires italiennes	0	0	0
Emprunt en francs français	48	48	48
Total des dettes financières à plus d'un an	48	48	48
A moins d'un an			
Partie à court terme des emprunts à long terme			
- emprunts en lires italiennes	0	0	0
- emprunt en francs français	0	0	0
Découverts bancaires en dollars de Taiwan	1 940	1 814	1 785
Découverts bancaires	9 028	1 972	1 393
Total des dettes financières à moins d'un an	10 968	3 786	3 178

Au 30 septembre 2003, les lignes de crédit non utilisées s'élevaient à 9 805 milliers d'euros.

L'emprunt de 48 milliers d'euros, remboursable sur 10 ans avec un différé de 2 ans, correspond à une subvention obtenue en 2002 dans le cadre de l'équipement d'une salle de stockage des déchets.

16 FOURNISSEURS ET COMPTES RATTACHES

	30/09/03	31/03/03	30/09/02
Fournisseurs et comptes rattachés	5 204	6 237	6 016
Effets à payer	1 167	1 402	1 518
Dettes avec des sociétés liées :			
• Dickson Concepts Ltd	27	31	173
• Bondwood	0	0	14
• Castelreagh Ltd (Hong Kong)	0	98	0
• Leading Way Apparel	81	0	0
• Autres	14	17	8
TOTAL	6 493	7 785	7 729

17 AUTRES DETTES

	30/09/03	31/03/03	30/09/02
Dettes fiscales et sociales	5 073	5 294	4 709
Impôt sur les bénéfices	(71)	391	313
Produits constatés d'avance	145	1 084	1 049
Autres dettes	3 861	3 518	4 275
TOTAL	9 008	10 287	10 346

18 ENGAGEMENTS RECUS ET DONNES
18.1 ENGAGEMENTS REÇUS

	30/09/03	31/03/03	30/09/02
Lettres d'intention	13 916	13 971	14 098
Autres engagements reçus	281	281	281
Total engagements reçus	14 197	14 252	14 379

18.2 ENGAGEMENTS DONNÉS

	30/09/03	31/03/03	30/09/02
Cautions bancaires filiales	7 098	7 428	10 373
Autres cautions bancaires	194	188	3 340
Commandes fermes d'immobilisations	0	68	246
Total engagements donnés	7 292	7 684	13 959

19 INFORMATIONS PAR SECTEUR D'ACTIVITE

	30/09/03	31/03/03	30/09/02
Chiffre d'affaires			
Briquets et stylos	22 965	50 573	24 064
Cuir et autres	13 897	31 649	14 383
Redevances	2 362	4 347	2 316
Total	39 224	86 569	40 763
Résultat opérationnel			
Marge brute sur briquets et stylos	10 146	22 327	11 554
Marge brute sur cuir et autres	6 319	15 158	7 135
Redevances	2 362	4 347	2 316
Coûts non affectés	(20 332)	(42 870)	(20 166)
Total	(1 505)	(1 038)	839

Les redevances regroupent les revenus perçus au titre des licences conclues avec des tiers, incluant les revenus résultant du contrat signé pour le développement du marché chinois avec une société filiale du Groupe Dickson. Leur répartition par zone géographique est effectuée par origine de paiement des licences.

20 INFORMATIONS PAR ZONE GEOGRAPHIQUE PAR DESTINATION

	30/09/03	31/03/03	30/09/02
Chiffre d'affaires			
Europe	17 294	37 389	17 779
Asie	17 613	41 231	18 608
Autres régions	4 317	7 949	4 376
Total	39 224	86 569	40 763
Résultat opérationnel			
Marge brute sur Europe	7 639	15 977	8 178
Marge brute sur Asie	9 659	22 924	11 016
Marge brute sur autres régions	1 529	2 931	1 811
Coûts non affectés	(20 332)	(42 870)	(20 166)
Total	(1 505)	(1 038)	839

21 RESULTAT FINANCIER

	30/09/03	31/03/03	30/09/02
Produits financiers	76	283	155
Charges financières	(707)	(1 343)	(627)
Gains (pertes) de change	129	408	299
Total	(502)	(652)	(173)

22 ELEMENTS INHABITUELS DES ACTIVITES ORDINAIRES

	30/09/03	31/03/03	30/09/02
Produits / (charges) inhabituels nets	(372)	(2 002)	(34)
Plus ou moins-values sur cessions d'actifs	(13)	(66)	(10)
Total	(385)	(2 068)	(44)

Au 30 septembre 2003, le montant des produits inhabituels comprend principalement :

- la comptabilisation d'une provision pour dépréciation du réseau de distribution à Taiwan (-74 milliers d'euros)
- l'actualisation de la provision pour litiges liés au départ du personnel (-212 milliers d'euros).

23 IMPOTS SUR LES BENEFICES

	30/09/03	31/03/03	30/09/02
Impôts courants	(182)	(969)	(280)
Impôts différés	(32)	(272)	106
Total	(214)	(1 241)	(174)

Le profit net d'impôt se rapportant aux éléments inhabituels s'élève à 27 milliers d'euros à fin septembre 2003.

24 RESULTAT PAR ACTION

Le résultat par action est obtenu en divisant le résultat net - part du Groupe par le nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de l'exercice.

	30/09/03	31/03/03	30/09/02
Résultat net part du Groupe	(2 773)	(5 334)	279
Nombre moyen d'actions en circulation	6 226 182	6 226 182	6 226 182
Résultat net par action en euros	-0,45	-0,86	0,04

Le résultat dilué par action est calculé en retenant le nombre d'actions moyen pondéré en circulation au cours de l'exercice ajusté pour tenir compte de la conversion des actions potentiellement dilutives. Au 30 septembre 2002, le Groupe S.T.Dupont a, comme actions potentiellement dilutives, les obligations convertibles.

Ainsi, l'emprunt obligataire convertible est considéré comme ayant été converti en actions à la date de son émission et le résultat net est ajusté afin d'éliminer la charge financière et l'amortissement de la prime de remboursement correspondants, nets d'impôts le cas échéant.

	30/09/03
Résultat net part du Groupe	(2 773)
Frais financiers	262
Amortissement des primes de remboursement	24
Résultat net - part du Groupe après retraitements	(2 487)
Nombre moyen d'actions en circulation	6 226 182
Nombre moyen d'obligations non converties	1 164 204
Nombre d'actions total	7 390 386
Résultat net dilué par action en euros	-0,34

25 TRANSACTIONS AVEC DES PARTIES LIEES

Les opérations financières avec les sociétés liées sont explicitées dans la note 15 aux états financiers.

Les montants des transactions de ventes et achats de biens et services avec des parties liées sont les suivants :

	Nature des transactions	Transactions de la période	Montant bilantiel
Bondwood Investment	Redevances	1 175	739
	Ventes	15	0
	Management fees	(51)	0
Dickson Concept (Retail) Ltd	Ventes	6	0
	Management fees	(16)	(3)
Dickson Warehousing Ltd	Management fees	(37)	(5)
	Loyers	(6)	
Ever Success Management Ltd	Management fees	(46)	(7)
HongKong Seibu	Ventes nettes sur les points de vente	353	152
Hinkley Retail division		40	0
Leading Way Apparel		52	(81)
Orfarlabo	Ventes à l'entreprise associée	1 629	1 054
Autres		17	(8)
TOTAL		3 131	1 841

**RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES
SUR L'EXAMEN LIMITE DES COMPTES SEMESTRIELS CONSOLIDES
SEMESTRE CLOS LE 30 SEPTEMBRE 2003**

Aux Actionnaires
S.T. DUPONT SA
92, boulevard du Montparnasse
75014 Paris

Mesdames, Messieurs,

En notre qualité de commissaires aux comptes et en application de l'article L. 232-7 du Code de commerce, nous avons procédé à :

- l'examen limité du tableau d'activité et de résultats présenté sous la forme de comptes semestriels consolidés de la société S.T.DUPONT, relatifs au semestre clos le 30 septembre 2003, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel.

Ces comptes semestriels consolidés ont été établis sous la responsabilité de votre Directoire. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

Nous avons effectué cet examen selon les normes professionnelles applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences limitées conduisant à une assurance, moins élevée que celle résultant d'un audit, que les comptes semestriels consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un examen de cette nature ne comprend pas tous les contrôles propres à un audit, mais se limite à mettre en œuvre des procédures analytiques et à obtenir des dirigeants et de toute personne compétente les informations que nous avons estimées nécessaires.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause, au regard des règles et principes comptables français, la régularité et la sincérité des comptes semestriels consolidés et l'image fidèle qu'ils donnent du patrimoine et de la situation financière à la fin de ce semestre, ainsi que du résultat des opérations du semestre de l'ensemble constitué par les entreprises comprises dans la consolidation.

Nous avons également procédé, conformément aux normes professionnelles applicables en France, à la vérification des informations données dans le rapport semestriel commentant les comptes semestriels consolidés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés.

Paris, le 20 novembre 2003

Les Commissaires aux Comptes

PricewaterhouseCoopers Audit
représenté par
Hervé Panthier

Ricol, Lasteyrie & Associés
représenté par
Gilles de Courcel

II. MISE À JOUR DU DOCUMENT DE RÉFÉRENCE ET INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES

1 GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE.

1.1 COMPOSITION ET FONCTIONNEMENT DES ORGANES D'ADMINISTRATION, DE DIRECTION (PAGES 10/11 ET 81/82 DU DOCUMENT DE RÉFÉRENCE, DÉPOSÉ SOUS LE NUMÉRO N°D.03-1006 LE 7 JUILLET 2003).

Mme Anne Pecquet a démissionné de son mandat de membre du directoire.

Le conseil de surveillance en date du 2 juin 2003 a nommé, en remplacement de Madame Anne Pecquet, Monsieur Benjamin Comar en qualité de membre du directoire, pour la durée restant à courir du mandat de Madame Anne Pecquet, soit jusqu'à l'issue de l'assemblée générale ordinaire appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 mars 2006.

Monsieur Benjamin Comar exerce la fonction de Directeur Général Adjoint, en charge de la direction du Marketing, Commerciale et Communication. 34 ans, diplômé d'un DESS de Paris-Dauphine et d'un MBA en Management, il intègre, en 1992, le groupe Richemont, en qualité de chef de produit joaillerie au sein de la filiale Cartier Japon, puis est nommé, en 1997, Responsable Marketing joaillerie pour Cartier International. En 2000, il rejoint la société Alfred Dunhill en tant que Directeur du Marketing et du Retail. En 2002, il est nommé Directeur Marketing International de Cartier International. Depuis le 1er juillet 2003, il assume la fonction de Directeur Général Adjoint au sein de S.T.Dupont et est membre du Directoire.

Son expérience de la gestion d'une marque et sa connaissance des produits de luxe tant au niveau marketing que distribution lui confère tous les atouts pour assurer le développement stratégique de notre marque.

Depuis le départ de Madame Anne Pecquet, Monsieur Geoffroy Ebrard a pris les fonctions de directeur Commercial International. 50 ans, diplômé de l'Institut Supérieur de Gestion de Paris et licencié en Droit, il a occupé plusieurs postes de responsabilités dans l'industrie du luxe au sein de groupes internationaux. Après avoir été Directeur International chez Carité-Shiseido de 1991 à 1995, il est entré chez S.T.Dupont où il a eu la responsabilité de la Direction Export (Asie - USA - Moyen Orient) jusqu'en 1998. Il a quitté la société pour devenir Directeur Commercial et Licences de Lanvin-L'Oréal jusqu'en 2002 puis a de nouveau intégré S.T.Dupont comme Directeur Commercial Asie et Directeur des Licences. Ce parcours lui a permis d'acquérir une expérience solide et multiforme, des principaux marchés internationaux, des circuits de distribution des produits de luxe et des stratégies de développement propres à cet univers.

DIRECTOIRE

Monsieur William Christie
Président

Entré en fonction le 9 mars 1988 et nommé Président le 28 mars 1995.

Au sein du Groupe S.T.Dupont, Monsieur William Christie est également Président de S.T.Dupont Inc., S.T.Dupont S.p.A., S.T.Dupont Ltd, S.T.Dupont S.A. (Suisse), administrateur de S.T.Dupont Japon K.K. et de Orfarlabo, et représentant permanent de S.T.Dupont au sein de S.T.D. Finance, S.T.Dupont Benelux.

Monsieur Christian Gayot

Entré en fonction le 30 octobre 1992.

Au sein du Groupe S.T.Dupont, Monsieur Christian Gayot est également administrateur délégué de S.T.Dupont Benelux,

S.T.Dupont S.p.A., S.T. Dupont K.K. et de Orfarlabo.

Madame Catherine Leducq

Entrée en fonction le 13 septembre 1996.

Au sein du Groupe S.T.Dupont, Madame Catherine Leducq est également administrateur de S.T.Dupont Benelux et de S.T.Dupont Ltd.

Benjamin Comar

Entré en fonction le 2 juin 2003

COMITE EXECUTIF

Monsieur William Christie

Monsieur Benjamin Comar

Monsieur Christian Gayot

Madame Catherine Leducq

Monsieur Eric Sampré

Monsieur Bernard Rony

Monsieur Geoffroy Ebrard

1.2 INTÉRÊT DES DIRIGEANTS DANS LE CAPITAL. (PAGES 77 ET 114 DU DOCUMENT DE RÉFÉRENCE DEPOSE SOUS LE N° D.03-1006 LE 7 JUILLET 2003)

Deux départs ayant eu lieu au cours du premier semestre six personnes bénéficient à ce jour des options de souscription d'actions dont trois membres du Directoire. Aucune levée n'a eu lieu antérieurement, ni depuis le 1^{er} Avril 2003.

PLAN D'OPTIONS DE SOUSCRIPTION D' ACTIONS

Date du plan	6 mars 1997 (Assemblée Générale Mixte du 8 octobre 1996 – Directoire du 6 mars 1997)
Nombre d'options	12 600 (dont 10 600 attribuées aux dirigeants) 1 option donne le droit de souscrire à 1 action
Prix de souscription	26,41 €
Délai de validité de l'option	6 mars 2007 inclus
Exercice du droit d'option	Les options ne pouvaient être levées avant le 6 mars 2002, sauf en cas d'invalidité grave, retraite, préretraite ou décès du bénéficiaire. À compter du 6 mars 2002 et jusqu'au 6 mars 2007 inclus, les options peuvent être exercées à tout moment chaque année du 1 ^{er} août au 30 novembre et du 1 ^{er} mars au 31 mai.
Nombre de dirigeants concernés	4 (dont 3 membres du Directoire)
Nombre d'actions souscrites au 30 septembre 2003	0

LISTE DES MEMBRES DU DIRECTOIRE BENEFICIAIRES DU PLAN D'OPTIONS DE SOUSCRIPTION D' ACTIONS
du 6 mars 1997 au 30 septembre 2003

Bénéficiaires membres du Directoire	Nombre d'actions sur lequel porte l'option
Monsieur William Christie	4 200
Monsieur Christian Gayot	3 200
Madame Catherine Leducq	3 200
Total	10 600

2 RENSEIGNEMENTS DE CARACTÈRE GÉNÉRAL
2.1 PROGRAMME DE RACHAT D' ACTION (PAGE 114 DU DOCUMENT DE RÉFÉRENCE DÉPOSÉ SOUS LE N° D.03-1006 LE 7 JUILLET 2003)

L'assemblée générale des actionnaires qui s'est tenue le 19 septembre 2003 a approuvé, sans modification, la dixième résolution qui lui était soumise tendant à permettre à la société de mettre en œuvre un programme de rachat d'actions. Celui ci a fait l'objet d'une note d'information ayant obtenu le visa N° 03-773 en date du 27 août 2003 dont un résumé a été publié le 29 août 2003.

Il n'y a pas eu de rachat d'actions entre le 1^{er} avril 2003 et le 30 septembre 2003.

2.2 APPROBATION DES RÉSOLUTIONS (PAGES 101 À 106 DU DOCUMENT DE RÉFÉRENCE DÉPOSÉ SOUS LE N°D.03-1006 LE 7 JUILLET 2003)

L'assemblée générale qui s'est tenue le 19 septembre 2003 a approuvé l'ensemble des résolutions qui lui étaient présentées sans modification.

3 INFORMATIONS ENVIRONNEMENTALES (PAGES 78 À 80 DU DOCUMENT DE RÉFÉRENCE DÉPOSÉ SOUS LE N° D.03-1006 LE 7 JUILLET 2003)

Dans le cadre d'un plan global sollicité par l'administration, la société a entrepris diverses actions en matière environnementale. En particulier, la société s'est engagée à supprimer les équipements utilisant des solvants chlorés ainsi qu'à mettre en circuit fermé les eaux de refroidissement. Ces mesures, en cours de réalisation, permettront de diminuer sensiblement la consommation d'eau.

Par ailleurs, une convention de rejet des eaux industrielles et pluviales est en cours d'agrément avec le Syndicat Intercommunal du Lac d'Annecy.

La société met progressivement en place des procédures, des consignes et des contrôles de sécurité et environnement se rapprochant de la norme ISO 14001 à laquelle elle n'est pourtant pas soumise.

Les contrats d'assurance prévoient des cas de déchéance en cas de non respect des textes légaux et réglementaires auxquels la société est tenue de se conformer.

La société a mené une étude technico-économique sur les rejets aqueux, en particulier ceux liés à l'activité de l'atelier traitement de surface. Ces rejets font désormais l'objet d'un plan d'action.

4 FACTEURS DE RISQUE (PAGES 121 À 123 DU DOCUMENT DE RÉFÉRENCE DEPOSE SOUS LE N° D.03-1006 LE 7 JUILLET 2003)

La société souhaite compléter le chapitre des risques :

Risques juridiques

La Société a pour principe de sécuriser l'ensemble de ses transactions par des contrats, sauf dans les domaines où la pratique ne le prévoit pas.

Pour prévenir les risques de contrefaçon de marque, modèle ou brevet, la Société consacre un budget significatif à leur protection par des dépôts nationaux et internationaux.

A titre d'exemple, il a été procédé cette année au dépôt de la nouvelle marque figurative « icône » dans plusieurs classes de produits dans plus de 75 pays. Le nouveau graphisme de la marque S.T.Dupont a également été protégé, à titre préventif, dans plusieurs pays à fort risque de contrefaçon.

La Société est impliquée de temps à autre dans divers litiges survenant dans le cours normal des affaires, parmi lesquels des procédures liées à l'usage de ses marques, en particulier au Royaume-Uni et à Hong-Kong en ce qui concerne l'enregistrement de la marque « S.T.Dupont » pour le prêt-à-porter. La Société est confrontée comme toutes les marques de prestige à de nombreux cas de contrefaçons de ses produits, notamment en Chine. S.T.Dupont est également impliquée dans certaines procédures liées aux relations avec les salariés et aux créances qu'elle détient sur ses clients. La Société n'estime pas que le coût ou les conséquences de ces litiges en cours puissent avoir un effet négatif significatif sur la situation financière consolidée ou les résultats de la Société.

La filiale allemande de S.T. Dupont fait face actuellement à un litige avec l'administration fiscale allemande pour les années 1988 à 1998 qui l'ont conduite à verser aux autorités allemandes le montant des redressements au titre des exercices 1988 à 1998, soit un montant de 910 milliers d'euros. La Société estime que les demandes de l'administration fiscale allemande ne sont pas justifiées et a déposé auprès de la Commission européenne une demande d'arbitrage.

La société considère, qu'à ce jour, il n'existe aucun fait exceptionnel, ni litige ou affaire contentieuse connue non provisionnée susceptible d'affecter substantiellement l'activité, les résultats, la situation financière et le patrimoine de la Société ou du Groupe

L'ensemble des mesures liées à la limitation de la publicité pour les produits du tabac, à l'augmentations des prix du tabac ainsi que la norme européenne « briquets de sécurité enfants » pourraient éventuellement avoir un impact sur les ventes de briquets.

Assurances

La société mène une politique globale de couverture et d'assurance financière destinée à prévenir et réduire les conséquences éventuellement dommageables de ses activités tant en France que dans ses filiales implantées à l'étranger. Le directoire développe une gestion active du risque pour permettre l'identification des risques susceptibles d'être assurables. Les programmes d'assurances dommages aux tiers et perte d'exploitation sont garantis par un pool d'assureurs dont le leader est GAN/GROUPAMA (à l'exception de la Responsabilité Civile des Dirigeants Sociaux garantie par le Groupe AIG. L'assurance Transport est garantie par un pool d'assureurs dont le leader est le Groupe ALLIANZ).

La société considère que son programme d'assurance et de couvertures des risques est adapté à sa taille et à ses activités.

Les programmes d'assurance concernent :

- la Responsabilité Civile de l'Entreprise

Cette police a pour objet de garantir S.T. Dupont et ses filiales contre les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile pouvant lui incomber en vertu de la législation, de la réglementation ou de l'usage en raison des dommages corporels, matériels et immatériels causés aux tiers du fait de son activité, y compris après livraison des produits, ainsi que les conséquences pécuniaires de la faute inexcusable visée à l'article L452-1 et suivants du Code de la Sécurité Sociale, commise par l'assuré ou par une autre personne que l'assuré s'est substitué dans la direction de l'entreprise.

Elle couvre en outre les frais de retrait engagés par la société ou par un tiers (y compris le client) pour procéder à une mise en garde du public et/ou au retrait d'un produit, soit en cas d'injonction d'une autorité compétente, soit à l'initiative de l'assuré lorsque le produit présente un danger de dommages corporels dont l'assuré doit prouver l'existence.

Cette police garantit :

- au titre de la Responsabilité Civile Exploitation :
 - les dommages corporels à hauteur de 6 100 000 euros par sinistre
 - les dommages matériels/immatériels, toutes causes confondues à hauteur de 2 286 000 euros par sinistre
 - les dommages matériels non consécutifs à un dommage corporel à hauteur de 380 000 euros par sinistre

- au titre de la Responsabilité Civile après livraison des produits :
 - les dommages corporels/matériels/immatériels
toutes causes confondues à hauteur de 2 286 000 euros par année
 - les dommages immatériels non consécutifs à un
dommage corporel ou matériel à hauteur de 380 000 euros par année
 - les frais de retrait des produits à hauteur de 76 000 euros par année

La Responsabilité Civile garantit au premier euro la France, l'Italie, la Belgique et la Grande-Bretagne, en DIC / DIL (différence de condition / différence de limite), l'ensemble des autres filiales.

- la Responsabilité Civile des Dirigeants Sociaux

La société a mis en place une assurance couvrant les dirigeants de droit et de fait, tant en France que dans les filiales implantées à l'étranger contre toute réclamation mettant en jeu leur responsabilité civile personnelle ou solidaire dans des conditions qu'elle juge satisfaisantes.

- la Responsabilité Civile Environnement

La société dispose en outre d'une responsabilité civile environnement particulière couvrant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile de la société en raison des dommages corporels, matériels et immatériels subis par des tiers lorsque ces dommages résultent d'atteintes à l'environnement consécutives à des faits fortuits qui se produisent dans l'enceinte des sites.

Par atteinte à l'environnement, on entend l'émission, la dispersion, le rejet ou le dépôt de toute substance solide, liquide ou gazeuse diffusée dans l'atmosphère, le sol ou les eaux. Elle couvre également la production d'odeurs, bruits, variations de température, ondes, radiations, rayonnements excédant la mesure des obligations ordinaires de voisinage. La limite de garantie est de 4 573 470 euros par année avec une franchise de 15 244 euros.

- l'Assurance Dommages et Perte d'Exploitation (« Tous Risques Sauf »)

Cette police d'assurance couvre :

- les dommages que peuvent subir les sites industriels, les bureaux, boutiques et dépôts (bâtiments ou risques locatifs, mobilier, matériel, marchandises) en valeur à neuf, les frais et pertes divers tels que par exemple, la reconstitution des modèles, moules, dessins, archives, programme et tous supports d'information,
- les pertes d'exploitation résultant desdits dommages,
- la valeur vénale du fonds de commerce.

En ce qui concerne l'Assurance Dommages :

- les sites industriels (bâtiments et/ou risques locatifs, mobilier, matériel) sont assurés à hauteur de 48 375 000 euros et les marchandises à hauteur de 22 335 000 euros,
- les bureaux, boutiques, dépôts (risques locatifs et/ou bâtiments) sont assurés à hauteur de 8 500 000 euros, le matériel, mobilier et marchandises à hauteur de 2 359 000 euros.

Le montant garanti pour l'Assurance Perte d'Exploitation s'élève à 41 500 000 euros. Enfin, la valeur vénale du fonds de commerce est garantie à hauteur de 3 900 000 euros.

L'assurance Dommages et Perte d'Exploitation couvre en Libre Prestation de Service la France, l'Italie et la Belgique et en DIC / DIL l'Allemagne, la Grande Bretagne et la Suisse.

- l'Assurance Transport

La police Transport couvre les trajets en France et au départ de la France vers l'étranger.

Cette police couvre :

- dans le monde entier, toutes les marchandises en cours de transport maritime, terrestre, aérien ou fluvial,
- en France Métropolitaine, en Belgique, en Italie, en Allemagne, en Suisse, en Angleterre et au Japon, toutes les marchandises pour lesquelles l'assuré a un intérêt à l'assurance, stockées en entrepôts et/ou dans ses magasins.

La garantie couvre tous risques y compris vol total ou partiel, aux conditions de la Police Française d'Assurance Maritime sur Facultés. Les garanties s'exercent sans aucune interruption depuis le moment où les marchandises conditionnées pour l'expédition sont prises dans les magasins de l'expéditeur ou dépôt d'un tiers, et se termine après le complet déchargement du dernier véhicule de transport dans le magasin et/ou entrepôt du destinataire.

La garantie transport est limitée à 609 795 euros par sinistre avec une franchise de 1 500 euros par sinistre. La garantie stockage est limitée à 304 895 euros par sinistre.

Cette police ne couvre pas les risques de guerre, mais des avenants ponctuels sont négociés lors de conflits.

- l'Assurance flotte automobile qui couvre les véhicules utilisés par la Société.

Des programmes d'assurance complémentaires sont également souscrits pour compléter localement ces couvertures, en fonction de la législation ou de la réglementation spécifique applicable.

Bien que la société estime avoir des niveaux de couverture adéquats à sa taille et à ses activités, l'on ne peut exclure que le plafond maximum assuré puisse, dans des cas exceptionnels, être dépassé et que l'intégralité du dommage ne soit pas couvert par l'assurance.

Au cours de l'exercice 2002-2003, le coût total des assurances s'est élevé à 0,5 % du chiffre d'affaires de la société.

5 ATTESTATION DU RESPONSABLE DE LA MISE À JOUR DU DOCUMENT DE REFERENCE

A notre connaissance, les données du Document de Référence déposé auprès de la Commission des Opérations de Bourse sous le numéro D.03-1006 le 07/07/2003 et de la présente actualisation sont conformes à la réalité ; elles comprennent toutes les informations nécessaires aux investisseurs pour fonder leur jugement sur le patrimoine, l'activité, la situation financière, les résultats et les perspectives de l'émetteur ; elles ne comportent pas d'omission de nature à en altérer la portée.

Paris, le 26 novembre 2003

William Christie

Président du Directoire

6 RESPONSABLES DU CONTRÔLE DES COMPTES

Commissaires aux Comptes titulaires

Cabinet PricewaterhouseCoopers Audit

32, rue Guersant - 75017 Paris

Représenté par Monsieur Hervé Panthier

Date de début du premier mandat: 19 septembre 2003

Date d'expiration: Assemblée Générale Ordinaire statuant sur les comptes clos le 31 mars 2006.

Cabinet Ricol, Lasteyrie & Associés

2, avenue Hoche - 75008 Paris

Représenté par Monsieur Gilles de Courcel

Date de début du premier mandat: 30 septembre 1996

Dernier renouvellement: 11 septembre 2002

Date d'expiration: Assemblée Générale Ordinaire statuant sur les comptes clos le 31 mars 2008.

Commissaires aux Comptes suppléants

Monsieur Pierre Coll

32, rue Guersant - 75017 Paris

Monsieur René Ricol

2, avenue Hoche - 75008 Paris

7 AVIS DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LE DOCUMENT DE RÉFÉRENCE ET SON ACTUALISATION

PricewaterhouseCoopers Audit

32, rue Guersant
75017 Paris

Ricol, Lasteyrie & Associés

2, avenue Hoche
75008 Paris

Avis des commissaires aux comptes sur le document de référence et son actualisation

En notre qualité de commissaires aux comptes de la société S.T. Dupont SA et en application du règlement COB 98-01, nous avons procédé, conformément aux normes professionnelles applicables en France, à la vérification des informations portant sur la situation financière et les comptes historiques données dans le document de référence déposé auprès de la COB sous le numéro D.03-1006 et son actualisation ci-jointe.

Ces documents ont été établis sous la responsabilité du Président du Directoire. Il nous appartient d'émettre un avis sur la sincérité des informations qu'ils contiennent portant sur la situation financière et les comptes.

Le document de référence a fait l'objet d'un avis de la part de Yves Nicolas, associé de PricewaterhouseCoopers Audit, et Ricol, Lasteyrie & Associés en date du 4 juillet 2003, dans lequel ils ont conclu que, sur la base des diligences effectuées, ils avaient l'observation suivante à formuler sur la sincérité des informations portant sur la situation financière et les comptes présentées dans le document de référence :

- Deux changements de méthode comptable portant sur le traitement des engagements relatifs à des dépenses de mutuelle pour les retraités et des engagements relatifs à des médailles du travail sont signalés dans le rapport général des commissaires aux comptes sur les comptes annuels de S.T. Dupont SA pour l'exercice clos le 31 mars 2003. Ces changements n'ont aucun impact sur les comptes consolidés de ce même exercice.

Nos diligences ont consisté, conformément aux normes professionnelles applicables en France :

- à vérifier qu'il n'est pas survenu d'évènements postérieurs à la date de l'avis rappelé ci-dessus de nature à remettre en cause la sincérité des informations contenues dans le document de référence portant sur la situation financière et les comptes et n'ayant pas fait l'objet d'une actualisation ;
- à apprécier la sincérité des informations portant sur la situation financière et les comptes présentées dans l'actualisation et à vérifier leur concordance avec les comptes ayant fait l'objet d'un rapport des commissaires aux comptes. Elles ont également consisté à lire les autres informations contenues dans cette actualisation afin d'identifier, le cas échéant, les incohérences significatives avec les informations portant sur la situation financière et les comptes et de signaler les informations manifestement erronées que nous aurions relevées sur la base de notre connaissance générale de la société acquise dans le cadre de notre mission, étant précisé que cette actualisation ne comporte pas de données prévisionnelles isolées résultant d'un processus d'élaboration structuré.

Le tableau d'activité et de résultats présenté sous la forme de comptes semestriels consolidés pour la période du 1^{er} avril 2003 au 30 septembre 2003, arrêtés par le Directoire selon les règles et principes comptables français, a fait l'objet d'un examen limité de notre part selon les normes professionnelles applicables en France. Notre rapport d'examen limité ne comporte ni réserve ni observation.

Le tableau d'activité et de résultats présenté sous la forme de comptes semestriels consolidés pour la période du 1^{er} avril 2002 au 30 septembre 2002, arrêtés par le Directoire selon les règles et principes comptables français, a fait l'objet d'un examen limité de la part de Coopers & Lybrand Audit, membre de PricewaterhouseCoopers, et Ricol, Lasteyrie & Associés selon les normes professionnelles applicables en France. Leur rapport d'examen limité ne comporte ni réserve ni observation.

Sur la base de ces diligences, nous n'avons pas d'autre observation à formuler sur la sincérité des informations portant sur la situation financière et les comptes présentés dans le document de référence et son actualisation.

Paris, le 26 novembre 2003

Les Commissaires aux Comptes

PricewaterhouseCoopers Audit

représenté par
Hervé Panthier

Ricol, Lasteyrie & Associés

représenté par
Gilles de Courcel

8 TABLEAU DE CONCORDANCE

Afin de faciliter la lecture de la mise à jour du document de référence en date du 07/07/2003, le tableau ci-dessous renvoie aux principales rubriques du règlement COB 98-01 et aux pages de la mise à jour du document de référence correspondantes :

		Document de référence Visa dépôt D.03-1006	Mise à jour du document de référence
Sections	Rubriques	Pages	Pages
ATTESTATION DES RESPONSABLES			
1.1	NOM ET FONCTION DES RESPONSABLES DU DOCUMENT	123 / 124	32 / 33
1.2	ATTESTATION DES RESPONSABLES <ul style="list-style-type: none"> • Attestation des responsables du document de référence • Attestation des contrôleurs légaux 	123 126	32 34
1.3	NOM ET ADRESSE DES CONTRÔLEURS LÉGAUX	123	33
1.4	POLITIQUE D'INFORMATION	9 / 124	-
RENSEIGNEMENTS DE CARACTÈRE GÉNÉRAL			
3.1	RENSEIGNEMENTS DE CARACTÈRE GÉNÉRAL CONCERNANT L'ÉMETTEUR	110 / 113	-
3.2	RENSEIGNEMENTS DE CARACTÈRE GÉNÉRAL CONCERNANT LE CAPITAL <ul style="list-style-type: none"> • Particularités (limitation à l'exercice des droits de vote...) • Capital autorisé non émis • Capital potentiel • Tableau d'évolution du capital sur 5 ans 	112 / 113 / 115 113 114 / 115 116	- 27 / 28 26 / 27 -
3.3	RÉPARTITION ACTUELLE DU CAPITAL ET DES DROITS DE VOTE <ul style="list-style-type: none"> • Répartition actuelle des droits de vote • Evolution de l'actionnariat • Pactes d'actionnaires 	76 / 77 76 / 77 116	- - -
3.4 - 3.5	MARCHÉ DES TITRES DE L'ÉMETTEUR <ul style="list-style-type: none"> • Tableau d'évolution des cours sur 18 mois • Dividendes 	8 74 / 96	- -
ACTIVITE DU GROUPE			
4.1	PRÉSENTATION DE LA SOCIÉTÉ ET DU GROUPE <ul style="list-style-type: none"> • Présentation du Groupe • Chiffres clés du Groupe • Informations chiffrées sectorielles • Marchés et positionnement concurrentiel de l'émetteur • Politique d'investissement 	1-24 6 / 7 62 / 63 120 34 / 74	- - 21 - -
4.2	INFORMATION SUR LA DÉPENDANCE ET LA PROTECTION	120	-
4.3	EFFECTIFS	7 / 70 / 78	-
4.4	POLITIQUE D'INVESTISSEMENT	34 / 74	-
4.5	INFORMATIONS CONCERNANT LES FILIALES <ul style="list-style-type: none"> • Organisation du Groupe (relations mères et filiales...) 	70 / 108 / 109	-
4.7	ANALYSE DES RISQUES DU GROUPE <ul style="list-style-type: none"> • Risques de marché • Risques particuliers liés à l'activité • Risques juridiques • Risques industriels et liés à l'environnement • Assurances et couvertures des risques 	121 123 122 122 122 / 123	- - 28 / 29 28 29 / 30 / 31

Sections	Rubriques	Document de référence	Mise à jour du document de référence
		Pages	Pages
PATRIMOINE, SITUATION FINANCIERE ET RESULTATS			
5.1	COMPTES DE L'EMETTEUR <ul style="list-style-type: none"> • Comptes consolidés et annexes • Engagements hors-bilan • Honoraires des Commissaires aux comptes et des membres de leurs réseaux • Comptes sociaux et annexes 	37-71 118 / 119 123 83 / 90	9 - 23 20 / 21 - -
5.4	LISTE DES SOCIÉTÉS CONSOLIDÉES	48	-
GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE			
6.1	COMPOSITION ET FONCTIONNEMENT DES ORGANES D'ADMINISTRATION, DE DIRECTION ET DE SURVEILLANCE <ul style="list-style-type: none"> • Composition et fonctionnement 	10 / 11	25 / 26
6.2	INTÉRÊTS DES DIRIGEANTS DANS LE CAPITAL <ul style="list-style-type: none"> • Dirigeants et mandataires sociaux : Rémunérations, avantages, options consenties et levées... • Conventions réglementées 	77 / 81 / 82 / 114 / 117 92-93 / 117	26 / 27 - -
6.3	SCHÉMA D'INTÉRESSEMENT	79	-
EVOLUTION RECENTE ET PERSPECTIVES			
7.1	ÉVOLUTION RÉCENTE	4 / 36 / 82	3 - 8
7.2	PERSPECTIVES D'AVENIR	4 / 5 / 36 / 82	8